

# Convictions

Bulletin de l'Association  
**MichelROCARD**.org



n° 30 - avril 2021

## L'association a tenu son assemblée générale le 28 avril

L'association MichelRocard.org a tenu son assemblée générale des adhérents/donateurs le 28 avril. Pandémie oblige, cette assemblée générale s'est déroulée en visioconférence et a couvert les exercices 2019 et 2020, les conditions sanitaires ne l'ayant pas permis l'an dernier.

Le rapport d'activité a souligné que, si les différents colloques qui avaient été prévus en 2020 ont dû être reportés, l'enrichissement du site s'est poursuivi avec la refonte de l'ergonomie de la page d'accueil, la mise en ligne de six ouvrages de Michel Rocard, des enregistrements vidéos des colloques sur les 30 ans du RMI et sur la naissance de l'économie sociale et solidaire, ainsi que celui sur la présentation du livre publié aux Presses de Sciences-Po sur "Michel Rocard Premier ministre" (à partir des communications du colloque de 2018) et la mise en ligne de plusieurs notes d'analyse importantes, permettant de contextualiser l'action ou la pensée de Michel Rocard.

Si l'activité physique de l'association a été réduite par les restrictions sanitaires successives depuis mars 2020, l'activité numérique s'est fortement développée : la fréquentation du site - entre 100 et 200 connexions par mois - s'est accrue de 77 % sur les six derniers mois, rythmée par les publications de la newsletter et des liens qui renvoient aux rubriques du site. Le site continue d'attirer de nouveaux utilisateurs et les jeunes de moins de 35 ans représentent environ un tiers du public.

L'audience des comptes sur les réseaux sociaux Twitter et Facebook est plus modeste (600 abonnés chacun en moyenne) mais n'en constitue pas moins un relais complémentaire utile, qu'il conviendrait de développer.

Enfin, la diffusion désormais mensuelle de la newsletter a permis de maintenir et même d'élargir les échanges virtuels : les statistiques montrent que la lettre est ouverte par une très forte proportion (90 %) de ses 1200 abonnés, ce qui est un résultat exceptionnel pour ce type de publication. Un quart environ des lecteurs prolongent leur découverte en cliquant sur les liens qui les redirigent vers le site. Un débat nourri s'est engagé sur la possibilité pour l'association d'organiser des initiatives davantage en lien avec l'actualité, les idées de Michel Rocard étant moins le centre du débat que le prisme permettant d'analyser et de comprendre le présent (des thèmes comme l'exercice du pouvoir, la jeunesse ou le multilatéralisme ont été mis en avant). Ce type d'initiatives aurait aussi l'intérêt de montrer que le courant de pensée que Michel Rocard avait su rassembler a toujours des résonances - même si elles prennent d'autres formes qu'hier. Des propositions en ce sens seront faites pour 2022.

Sur le plan financier, la réduction des activités physiques de l'association a limité les dépenses et permis que l'exercice 2019 soit équilibré et celui de 2020 légèrement bénéficiaire. Il n'en reste pas moins qu'il est important de dépasser le niveau actuel d'une centaine d'adhérents/donateurs pour avoir la certitude de pérenniser les financements de l'association.

Enfin, l'assemblée générale a renouvelé le mandat des administrateurs sortants.

Après ce que nous espérons être une parenthèse, nous avons décidé de reprogrammer en 2021 les trois colloques qui devaient intervenir en 2020 :

**MichelROCARD**.org

- celui sur « Michel Rocard et la dimension territoriale de l'action publique », en partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignations et la Fondation Jean-Jaurès, prévu en décembre 2020 a déjà eu lieu le vendredi 12 février 2021 (les vidéos sont en ligne) ;
- celui sur la réforme du ministère des PTT de 1990, donnant naissance à La Poste et France Télécom (co-organisé avec le Comité pour l'histoire de La Poste, en partenariat avec La Poste, Orange et la Fondation Jean-Jaurès), prévu en juin 2020, aura lieu le **25 juin 2021** ;
- enfin, le colloque sur « Michel Rocard et l'Europe », en partenariat avec l'ENA, l'Union européenne et la Fondation Jean-Jaurès, prévu en octobre 2020, se tiendra bien, à Strasbourg, les **6 et 7 octobre 2021**.

Pour continuer à faire vivre le projet de Michel Rocard de rendre accessible au plus grand nombre, dans la durée, ses écrits et sa pensée, nous avons besoin de votre contribution. N'attendez pas la fin de l'année pour faire un don : vous pouvez aussi, sur notre site, choisir un don régulier. L'un et l'autre vous ouvre droit à la réduction d'impôt prévue par la législation fiscale.

## Christian Blanc raconte la Nouvelle-Calédonie

Dans un ouvrage qui vient d'être publié aux éditions Odile Jacob : « *La force des racines Kanak en Nouvelle-Calédonie* », Christian Blanc revient sur sa double expérience calédonienne : d'une part auprès d'Edgard Pisani lors des « événements » de 1984-1985, d'autre part comme responsable de la « mission du Dialogue » nommée par Michel Rocard en 1988, après la tragédie d'Ouvéa. Sous forme d'un journal de bord enrichi de nombreux documents ou témoignages inédits et de mises en perspective sur l'histoire du pays et son identité géographique, mais aussi sur la coutume kanak et la vivacité de cette culture qui aurait pu disparaître, il raconte cette période qu'il a illustrée – et donne quelques clés pour comprendre les enjeux du présent à l'heure où se profile la tenue d'un troisième référendum sur l'avenir du territoire.

## Jacques Delpy ravive la mémoire des Etudiants socialistes (ES)

Ancien dirigeant national de l'UNEF et des Etudiants socialistes à Toulouse, Jacques DELPY vient de publier une brochure intitulée : "**Les étudiants socialistes, l'UNEF, la SFIO et la guerre d'Algérie - 1952-1958**", qui retrace le rôle méconnu qu'ont joué les étudiants socialistes dans la genèse de l'opposition à la guerre d'Algérie au sein de la SFIO et dans la transformation de l'UNEF. Comme l'indique l'auteur dans son introduction, l'idée de cette étude est née, en mars 2007, d'entretiens avec Michel Rocard, qui fût lui-même secrétaire national de la Fédération nationale des étudiants socialistes (FNES) de 1953 à 1955.

A cette époque, les membres de la FNES peuvent ne pas être membres de la SFIO et constituent une organisation de jeunesse autonome, comme le sont beaucoup d'organisations étudiantes à cette époque. Il n'est donc pas totalement surprenant que la FNES s'émancipe progressivement des orientations de la SFIO, d'abord à propos de la guerre d'Indochine puis de la guerre d'Algérie. Les ES s'engagent aussi dans la rénovation de l'UNEF, qu'ils veulent réorienter vers l'action syndicale sur des sujets comme la sécurité sociale étudiante, le pré-salaire étudiant, y compris en menant des actions communes avec les étudiants communistes ou la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne), au grand dam des dirigeants de la SFIO.

C'est pourtant cette unité d'action qui permettra aux ES d'être partie prenante, en 1956, de l'élection d'une majorité progressiste au bureau national de l'UNEF, faisant de celle-ci le fer de lance de l'opposition à la guerre d'Algérie.

C'est aussi la guerre d'Algérie qui, en 1957/58, nourrit l'affrontement entre les ES et la direction de la SFIO. Celle-ci prend d'abord des mesures disciplinaires internes, puis organise la « normalisation » de la FNES, ne laissant pas d'autre choix aux opposants à la direction de la SFIO

J'apporte  
mon soutien  
financier à  
l'association

**MichelROCARD**.org

Païement en ligne possible  
Vous recevrez un reçu fiscal  
(66% de crédit d'impôt)



## Agenda

**Colloque : 1990 - Du ministère des PTT à La Poste et France Télécom : regards croisés sur une réforme emblématique**

**Notez la date !** Le colloque sur la réforme de 1990 qui a transformé l'administration des PTT en deux sociétés La Poste et France Télécom, reporté de 2020, aura lieu le **vendredi 25 juin 2021** de 9h30 à 17h30 à Paris. Il sera diffusé en direct et, en fonction des normes sanitaires en vigueur, une jauge restreinte de public est susceptible d'être accueillie. Ce colloque est organisé avec le comité pour l'histoire de La Poste, en partenariat avec La Poste, Orange et la Fondation Jean-Jaurès.

Visitez le site

**MichelROCARD**.org

SUIVEZ-NOUS

que de suivre la création du Parti socialiste autonome (PSA) en octobre 1958, constituant alors la « Fédération nationale des étudiants socialistes autonomes ».



Cette brochure est donc à la fois une contribution à l'histoire du mouvement étudiant mais aussi à celle de l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie. Si le rôle de Michel Rocard comme dirigeant des ES est assez connu, c'est le mérite de cette étude, y compris en faisant appel aux témoignages de certains protagonistes de cette époque, comme Georges Danton, Michel Blum ou Yves Tavernier, est de rappeler le rôle des étudiants socialistes, à Paris mais aussi en province, dans cette période charnière de notre histoire contemporaine.

« *Les Etudiants socialistes, l'UNEF, la SFIO, et la Guerre d'Algérie 1952/1958* »

108 pages – Ouvrage édité par l'auteur, janvier 2021 –

Contact avec l'auteur : [delpyj@wanadoo.fr](mailto:delpyj@wanadoo.fr)

## Parcours rocardien

### Un si long chemin avec Michel Rocard par Elisabeth Moulard



Michel Rocard est entré dans ma vie en 1977, par le truchement de Jean-Paul Huchon avec lequel j'ai participé au lancement du Fonds Social Européen en France, et que je ne remercierai jamais assez.

Son action à la mairie de Conflans-Sainte-Honorine et plus encore la pertinence et la profondeur de ses analyses politiques me fascinaient, mais de loin.

Lorsque j'ai été appelée en 1983 à son cabinet de l'Agriculture, comme conseiller technique, j'ignorais dans quelle longue aventure je me lançais avec lui.

Il souhaitait réformer le développement agricole afin de faire oeuvre de justice, en permettant aux « petits » syndicats de bénéficier équitablement de la manne de la vulgarisation. Ce fut mon baptême du feu : je dus affronter François Guillaume, président de la FNSEA, et Pierre Cormorèche, président de l'APCA.

Michel Rocard m'a toujours soutenue pour que cette réforme, qualifiée d'audacieuse à l'époque, aboutisse.

Je garde le souvenir cuisant d'une présentation budgétaire approximative que j'avais faite en réunion de cabinet. Il la présidait toutes les semaines avec ponctualité, intérêt et souci de précision. Il m'a donc « invitée » à le

rejoindre dans son bureau pour m'expliquer par le menu pourquoi il n'était pas tout à fait d'accord avec moi... Pédagogie et respect d'autrui l'animaient toujours.

Après sa démission en 1985, je poursuivis ma carrière européenne.

Nommé Premier ministre, il me demanda de rejoindre le cabinet de Jean-Pierre Soisson, ministre du Travail, où conseiller Europe, je fus la cheville ouvrière de la Charte des droits sociaux fondamentaux, qui fixa les bases d'une Europe Sociale. Puis, persuadé de la nécessité d'informer en termes clairs les citoyens sur les politiques communautaires, il me nomma pour créer et administrer un grand centre d'information sur l'Europe. Implanté dans le socle de la Grande Arche de la Défense, "Sources d'Europe" fit florès dans les pays de l'Union et en 1998, à la fin de mon mandat, 100.000 visiteurs par an s'y pressaient.

Je l'avais ainsi accompagné sur les réformes et les avancées qui lui tenaient à coeur : développement, justice sociale et nécessité d'une Union Européenne vigoureuse.

C'est donc tout naturellement qu'il me demanda, en 1999, de le rejoindre au Parlement européen où il prenait la présidence de la commission des Affaires sociales. Outre le rapport sur l'assurance complémentaire maladie qui lançait -déjà- les bases d'un remboursement des frais d'optique et dentaires pour le plus grand nombre, je participais à ses réunions, rencontres et déjeuners.

Pendant trois années, à une période où seuls ses vrais amis l'entouraient, nous prenions chaque semaine le Thalys pour rejoindre Bruxelles. Nous y croisions parfois Valéry Giscard d'Estaing : « Bonjour Monsieur le Président, bonjour Monsieur le Premier ministre » et leurs échanges portaient sur la politique internationale, l'Inspection des finances, ou furtivement, sur la vie qui passait. En avril 2001, peu de temps avant son assassinat, le commandant Ahmad Chah Massoud, figure de la résistance afghane, nous enthousiasma en exaltant son combat pour la liberté et le droit des femmes. Les échanges avec le Général Philippe Morillon, hanté par le massacre de Srebrenica, étaient toujours chaleureux. Combien d'autres, quelque soit leur positionnement politique, appréciaient sa hauteur de vues et son ouverture au monde. A la fin de son mandat, les parlementaires européens lui firent une ovation debout. Après des journées souvent harassantes, il recevait stagiaires, thésards et journalistes. Avec un constant souci de replacer les problèmes dans le temps et l'espace, il dissertait entre deux bouffées de cigarettes.

En 2004, je rentrais à Paris pour rejoindre la Caisse des Dépôts. Notre improbable compagnonnage du Thalys, qui nous amenait à attendre le départ du train dans le hall de la gare Bruxelles-Midi, lui gardant les valises, moi lui cherchant une menthe à l'eau, s'était transformé en une robuste amitié, faite de confiance et de respect mutuel.

Nous avons gardé l'habitude de déjeuner en tête-à-tête jusqu'à la fin de sa vie. C'est ainsi que j'eus droit à de fulgurantes analyses de géopolitique et, avec un égal enthousiasme, à la description des pingouins macaroni qu'il avait découverts en Antarctique...

Je garderai longtemps le souvenir du planisphère inversé qui le suivait dans ses bureaux, symbole de sa curiosité, de sa tolérance et de son besoin de comprendre l'autre, gages du dialogue auquel il tenait tant.

**Elisabeth MOULARD-BOULONNE** *est administratrice de l'association MichelRocard.org*

## Une date, un moment...

**Mars 1991 : mise en débat du schéma directeur d'aménagement de l'Île-de-France**



En mars 1991, conformément aux instructions reçues du Premier ministre, le préfet de région rendait publique la première esquisse du nouveau schéma directeur pour l'Ile-de-France, lançant ainsi le débat public et engageant un processus irréversible pour l'aménagement de la région capitale à horizon d'au moins vingt cinq ans. Cette réforme, dont nous célébrons le trentième anniversaire, n'est sans doute pas la plus connue ou la plus spectaculaire de celles menées par Michel Rocard à Matignon. Et pourtant, la manière dont elle a été conduite mérite d'être rappelée.

Tout a commencé le 7 février 1989 quand, au terme d'une journée qui le conduisit dans plusieurs communes de la région parisienne (Epinay-sur-Seine, Chanteloup-les-Vignes, Mantes-la-Jolie et Châtenay-Malabry), Michel Rocard annonça dans une conférence de presse son intention de se saisir du dossier de l'aménagement de l'Ile-de-France. L'annonce passa largement inaperçue : on était à six semaines des élections municipales et l'heure était davantage à la politique politicienne qu'à l'ouverture des "grands chantiers".

Michel Rocard, qui a toujours vécu à Paris et est élu de banlieue depuis plus de 10 ans, n'a pas besoin d'être convaincu de la nécessité d'agir : où, plus qu'en Ile-de-France, se concentrent les déséquilibres urbains, la ville à deux vitesses, la ségrégation par l'emploi, le logement, les transports ? Les symptômes sont bien connus : le logement social de fait disparaît sous les coups de boutoir de la spéculation immobilière le logement social neuf est insuffisant et trop concentré dans certains quartiers, et dans le secteur libre, les loyers s'envolent à une vitesse vertigineuse. Les transports sont congestionnés, et à plusieurs périodes de l'année, on frise l'apoplexie : si rien n'est fait, d'ici dix ans, on ne pourra plus circuler en Ile-de-France. Enfin, le "triangle d'Or" de l'Ouest parisien et des Hauts-de-Seine continue de croître au détriment du reste de la région qui, elle-même, prend une part de plus en plus excessive du développement économique national, au mépris de toute logique d'aménagement du territoire.

La plus grosse région française (en terme d'activité et de population) n'a plus été pensée et adaptée depuis 1965, à l'époque du Plan Delouvrier : Michel Rocard a toujours entretenu de bons rapports avec Paul Delouvrier (c'est lui qui, délégué du Gouvernement en Algérie, lui avait commandé le rapport sur les camps de regroupement) et connaît par coeur l'anecdote du survol en hélicoptère de la région avec le Général de Gaulle, avec sa fameuse injonction : "Delouvrier, mettez-moi de l'ordre dans ce bordel !"... Seulement voilà : on n'était plus en 1965. Depuis lors, il y avait eu les lois de décentralisation... L'Etat, le gouvernement, étaient-ils encore fondés à s'occuper de l'aménagement de la région Île-de-France ? En droit, oui, puisque les lois de 1982 n'avaient pas modifié la compétence de l'Etat s'agissant de la région capitale : l'approbation du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France, le SDAURIF, restait une compétence de l'Etat. Mais sur le plan politique, Michel Rocard, membre du Conseil régional depuis 1977, ne pouvait sous-estimer le fait qu'à l'époque, la Région, la Ville de Paris, six départements sur huit étaient dirigés par l'opposition - les deux autres départements ayant un président de Conseil général communiste.

Deux hypothèses étaient donc possibles : le choc frontal - et donc, selon toute vraisemblance, l'enlisement d'un dossier vital - ou le contournement. Le choc frontal pouvait venir ensuite, si nécessaire. Ce fut donc, pour que le dossier soit engagé de façon irréversible, le contournement.

En juillet 1989, en conseil des ministres, Michel Rocard abat ses cartes : il propose à la Région d'une part l'élaboration en commun d'un "Livre blanc", qui fasse l'inventaire de la situation et en analyse les causes, et d'autre part, un programme d'actions immédiates. Les causes principales du mal sont doubles : d'une part, une chute massive des investissements collectifs depuis 1975, notamment dans le domaine des transports et de l'action foncière, et d'autre part, l'absence de volonté collective due à la myriade d'acteurs : une région, huit départements, 1.300 communes et une pléiade de grands groupes privés..

Le 13 octobre 1989, le programme d'actions immédiates est rendu public :!

- la loi du 8 juillet 1989 sur les rapports locatifs, dite "loi Mermaz-Malandain", permet de prendre un décret spécifique à l'agglomération parisienne pour freiner l'évolution des loyers ; un programme exceptionnel de logements sociaux et intermédiaires prévoit de passer de 10.000 à 20.000 l'offre de logements aidés neufs à Paris et dans la petite couronne ;
- dans le cadre du contrat de plan Etat-Région, une relance vigoureuse des investissements en transports collectifs est programmée : deux lignes de tramway sont prévues, une au nord entre Saint-Denis et Bobigny et une au sud, ainsi que deux nouvelles lignes de métro, en concertation avec le P-DG de la RATP d'alors, qui n'est autre que Christian Blanc : le projet Meteor (qui deviendra la ligne 14) et Eole (qui deviendra le RER E). Le bouclage de l'autoroute A86 figure également dans le CPER ;
- pour améliorer l'offre foncière, 10 hectares de terrains publics sont libérés à Paris intra muros et la procédure des ZAD (zones d'aménagement différé) est relancée ;
- pour corriger les déséquilibres internes à la région, la construction de bureaux dans l'ouest de Paris et dans 24 communes des Hauts-de-Seine est soumise à agrément ou à une convention prévoyant de construire 2 m<sup>2</sup> de logements pour 1 m<sup>2</sup> de bureaux ;
- enfin, pour que ce ne soit pas la province qui finance cette correction des déséquilibres spécifiques à la

région la plus riche du pays, une taxe sur les bureaux, qui rapporte 1 milliard de F. (660 M€) par an à partir de 1990, et une modulation du versement sur les transports sont décidés.

Ce volontarisme suscite bien quelques résistances. Mais, hormis quelques pétitions de principe, qui pourrait s'opposer à une réponse aussi nette et déterminée à des problèmes désormais largement identifiés, et de manière commune. Les élus d'opposition sont donc conduits à monter dans le train...

Le 6 février 1990, Michel Rocard présente le "Livre blanc". Le rapport préconise une construction plus importante de logements (notamment de logements sociaux), le renforcement des transports de banlieue, une réduction des inégalités et une prise en compte des problématiques environnementales avec la volonté d'aménager une trame verte et de réduire la pression foncière. Deux grands nouveaux pôles sont envisagés dans la région : Roissy, autour de l'aéroport, et le technopole de Saclay. Les villes nouvelles voient elles leur emprise territoriale limitée, pour freiner la bétonisation. En juillet 1990, la révision du schéma directeur est officiellement engagée, des commissions de travail se constituent, les préfets prennent leur baton de pèlerin et sillonnent communes et départements. En mars 1991, le préfet de région rend public la première esquisse du nouveau schéma directeur : la démarche est désormais sur les rails et aboutira en 1994.

Parallèlement, la péréquation financière entre communes riches et communes défavorisées comporte un volet spécifique à l'Île-de-France, permettant de redistribuer environ 500 millions de F. par an (80 millions d'€) à plus de 200 communes ayant des charges sociales plus lourdes que les autres.

En même temps, cette démarche originale était la dernière du genre : en 1995, une réforme prévoit que l'élaboration et la révision du schéma directeur d'aménagement seront désormais de la compétence de la région, en association avec l'Etat.

On retrouve dans ce moment singulier la marque de Michel Rocard, qui a voulu faire de ce projet d'aménagement un véritable exemple de sa stratégie de dialogue et de pragmatisme, embarquant dans sa démarche le maire de Paris, Jacques Chirac, et le président de la région, Pierre-Charles Krieg, tous deux élus de droite, dans des conditions qui ne leur permettaient pas de s'y opposer.

## **Le témoignage de Jean-Paul Huchon**

**Dans son livre "C'était Rocard" (Paris, 2017, éditions l'Archipel), Jean-Paul Huchon relate un déjeuner à l'Élysée, le 10 mai 1990, auquel François Mitterrand avait convié Michel Rocard et son épouse :**

*" Le repas se poursuit sans incident jusqu'à ce que Rocard, très motivé la veille par le préfet de la région Ile-de-France, Olivier Philip, se lance dans un grand numéro sur la nécessité d'un schéma directeur d'aménagement de cette région en proie au désordre urbain, à l'anarchie universitaire, au chaos des transports. Il rappelle la consigne du général de Gaulle à Paul Delouvrier, un jour où ils survolaient l'Île-de-France en hélicoptère : « Mettez-moi de l'ordre dans ce bordel. » Rocard veut lui aussi y mettre bon ordre, en s'appuyant sur la décentralisation pour mettre en place une autorité, un schéma directeur, de nouveaux outils de prescription de l'Etat sur les collectivités locales...*

*" Mitterrand papillonne des yeux et dit à Rocard : "Mais comment, monsieur le Premier ministre, pouvez-vous vous intéresser à des choses pareilles : le béton, le bitume, la laideur, le stress, les embouteillages, le désordre urbain, les rocade, les tangentiels, les boulevards ? Ah, vous m'auriez parlé d'un chemin, d'une église, de fleurs à cueillir, d'arbres... Je comprendrais. Mais comment pouvez-vous vous intéresser à tout cela ?"*

*" Rocard a vu partir l'attaque, mais il ignore son objectif. Sa femme ne dit rien. Nous sommes suspendus à ce qui va venir. Le missile arrive : " A moins, monsieur le Premier ministre, que vous ne vouliez devenir président de la région Ile-de-France ?" Président ? Oui, mais de région ! Cruel trait d'ironie. Tout s'éclaire alors : entre Rocard, l'homme qui voit des problèmes et veut les résoudre, et Mitterrand, l'homme qui prend les grands élus locaux pour des barons politiques concurrents de l'Etat français, la différence éclate de nouveau. Inutile de dire que ce déjeuner ne déboucha sur rien. (...)"*



S'ABONNER

MODIFIER VOTRE ABONNEMENT

CONSULTER LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS

SE DÉSINSCRIRE

**Convictions** est édité par l'Association MichelRocard.org. Directeur de la publication : Pierre Pringuet. Conception, réalisation et routage : APHANIA. Copyright : MichelRocard.org. Tous droits réservés. Conformément à la loi 2004-801 du 6 août 2004, modifiant la loi 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous à Association MichelRocard.org (12 Cité Malesherbes - 75009 Paris) ou écrivez à [contact-asso-michelrocard@alyas.aphania.com](mailto:contact-asso-michelrocard@alyas.aphania.com)